

# 1er rapport collectif sur les ODD du Comité 21

Dossier de la rédaction de H2o  
July 2017

Quelle appropriation des Objectifs de Développement durable par les acteurs non-étatiques français ?

Depuis 2016, la France est engagée dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, composé de 17 Objectifs de Développement durable (ODD) adoptés en 2015, et qui devront être accomplis dans les 15 prochaines années. Ces ODD renouvellent la feuille de route de Rio 1992 et l'Agenda 21 dont est issu le Comité 21. Ils s'adressent à tous les pays et entraînent tous les acteurs, notamment non-étatiques, dans la dynamique d'un développement vertueux, pérenne et juste. Pour Bettina Laville, présidente du Comité 21, "leur portée universelle dessine pour le XXI<sup>e</sup> siècle les directions d'un monde connecté, qui tisse une trame de solidarité entre les individus et les groupes". Mais après plus d'un an de mise en œuvre, quelle est l'état d'appropriation des ODD par les acteurs non-étatiques français ? Le Comité 21 publie un rapport sur la question, fruit d'un travail collectif avec ses adhérents et partenaires.

Fruit d'un travail collectif, ce rapport identifie de nombreuses initiatives concrètes, mais souvent trop isolées, et vise à amorcer des partenariats et des coalitions permettant la massification progressive des bonnes pratiques et des comportements afin de favoriser l'acculturation des ODD dans la société française. Cette première édition présente et analyse les contributions d'un échantillon de 49 acteurs non-étatiques volontaires, représentant d'entreprises, de collectivités territoriales, du monde de l'enseignement, d'ONG et de la recherche, dont la plupart sont membres du Comité 21. Elle sera enrichie en 2018 et 2019 par d'autres concours, notamment par les acteurs des territoires dans le cadre d'un "Tour de France des ODD" engagé dès cette année. Les trois questions posées aux contributeurs portaient à la fois sur : une appropriation générale de l'état de sensibilisation des acteurs non-étatiques français sur l'Agenda 2030 et ses 17 ODD à la mi-2017 ; les outils à disposition des acteurs pour l'utilisation, la mise en œuvre et l'évaluation de ce nouveau cadre universel que constituent les ODD ; les recommandations à formuler pour leur meilleure appropriation.

Dans l'ensemble, la connaissance des ODD et leur appropriation sont encore jugées limitées et superficielles, à la fois parce que ces Objectifs sont relativement récents et encore réservés aux initiés, mais aussi parce que leur déclinaison peut sembler difficile, du fait de leur universalité, du nombre des cibles visées et de leurs interrelations. Pour Martine Combemale, directrice fondatrice de l'ONG Ressources Humaines Sans Frontières "l'appropriation des ODD passe avant tout par l'information et la sensibilisation au plus près des occupations du terrain". Pour qu'ils soient appropriés et mis en œuvre, un des enjeux principaux réside bien dans la territorialisation des ODD. Pour Alain Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine, "les ODD sont une opportunité pour donner du sens à l'action publique". Parallèlement, les contributions font état d'une sensibilisation des acteurs en réelle augmentation et d'une pleine conscience que les ODD représentent une véritable opportunité pour adapter et repenser notre modèle socio-économique pour une "vision universelle, intégrée et de transformation pour un monde meilleur", voulue, à travers l'Agenda 2030, par Ban Ki-Moon, et son successeur, António Guterres. Ainsi, la plupart des entreprises pensent qu'elles doivent s'emparer des ODD comme d'une référence pour progresser, se mettre en synergie et rendre compte du chemin qu'il reste à parcourir. Face à ce constat mitigé, les auteurs des contributions formulent de nombreuses recommandations susceptibles d'améliorer la connaissance et l'appropriation des ODD par la société civile, qu'on peut classer en plusieurs groupes : la mobilisation politique et stratégique ; les plateformes et les réseaux ; les outils d'évaluation et de suivi ; les moyens financiers ; la participation et la citoyenneté ; l'aide au développement et la coopération internationale. Cette publication collective énonce donc quelques lignes du récit que proposent les ODD aux habitants de la planète : une nouvelle culture commune et l'expression d'une nouvelle citoyenneté écologique ; le dessein d'une ouverture internationale et européenne renouvelée en réaction aux tentations de la peur et du repli et porteur d'une nouvelle mondialisation ; l'affirmation de notre responsabilité, individuelle et collective, pour donner du sens à l'action publique comme à nos engagements privés ; une vision partagée, par le dialogue et l'échange entre les parties prenantes.

Ce rapport et ces concours volontaires seront versés à la corbeille que la France apportera au Forum politique de haut niveau, organisé par les Nations unies qui se tiendra cette année du 10 au 19 juillet et qui, chaque année, examinera la bonne application des ODD.

ComitÃ© 21